

Quelques stations atypiques parsèment le réseau parisien.



Le XX^e arrondissement en est bien doté. Par manque de place sur les trottoirs, l'accès à la station est intégré au rez-de-chaussée d'immeuble : par exemple la station Buzenval. Le cinéma a laissé la place à une supérette depuis une vingtaine d'années. De véritables petites gares ont pu être édifiées abritant escaliers, ascenseurs et guichets : sur la ligne 3bis ce sont les stations : Pelleport, Saint-Fargeau, Porte des Lilas.

La nécessité d'assurer la sécurité des passagers après l'incendie de la station

Couronnes en 1903 puis de moderniser les installations électriques, a entraîné la construction de sous-stations et de postes à haute tension distribuant le courant à plusieurs centaines d'unités. En 1928 la sous-station Les Lilas est édifiée sous la direction de l'architecte Paul Marozeau, collaborateur de Paul Friesé qui avait accompagné la naissance du métropolitain dès 1898. Beaucoup de sous-stations laissèrent la place après la deuxième guerre mondiale à des postes à haute tension : par exemple à la station Père Lachaise.



© RATP - THIBAUT Joël 204941 - 19/01/1993
Sous-station des Lilas



© RATP - MINOLI René

Station des Lilas

112339 - 25/10/1977

Avec l'éclairage électrique, les réseaux d'égouts, le transport ferroviaire métropolitain a permis à la ville de Paris d'entrer dignement dans le XX^e siècle et a contribué à son rayonnement culturel. Les activités industrielles et artisanales, l'habitat populaire se concentrent dans l'est parisien accentuant une spécialisation des quartiers amorcée pendant le Second Empire. Le XX^e arrondissement en est tout à fait l'illustration.

Geneviève Hanin

SOUVENIRS MÉTROPOLITAINS

DE L'OCCUPATION ET DE LA LIBÉRATION

Souvenirs de René Thoirain, propos recueillis par Claude Lecomte.

A 91 ans, René Thoirain conserve des souvenirs précis du métro sous l'occupation et de la Résistance dans laquelle il a joué un grand rôle. Il habitait alors le XX^e et fut ensuite secrétaire du syndicat CGT puis conseiller de Paris. Il raconte.

« Je suis entré au métro en 1936, à ce qui était alors la Compagnie du chemin de fer métropolitain de Paris, la CMP. Le métro a été construit par la ville de Paris qui en avait confié l'exploitation au groupe Empain qu'il a gardé de 1900 à 1945.

C'était un métier très hiérarchisé, avec une discipline quasi militaire. Le respect de l'heure pour prendre son service était draconien. L'entrée y était difficile sans recommandation. Il a fallu 1936 et l'application des 40 heures pour que le recrutement s'élargisse, c'est comme cela que j'ai pu être accepté comme électricien au service appelé aujourd'hui maintenance.

Il y avait trois employés par rame, le conducteur, le chef de train dans le premier wagon et le garde-queue dans la dernière voiture qui actionnaient la fermeture des portes. Aujourd'hui il n'y en plus qu'un seul !

Le métro était l'instrument essentiel du transport des Parisiens, le bus était un luxe, avec ses sections exigeant un ticket chaque fois, je ne l'ai jamais pris alors !

Avec la guerre, le rôle du métro a grandi. Les Allemands avaient réquisitionné environ 3 000 bus sur 3 800 pour les besoins de l'organisation Todt qui construisait les forteresses destinées à empêcher un débarquement. Les lignes restantes ne desservaient que la banlieue.

Les voitures individuelles ne pouvaient rouler faute d'essence et bientôt les vélos-taxis allaient faiblement remplacer les moteurs. Le métro devenait pratiquement le seul moyen de se déplacer. Il fallut inventer un nouveau boulot, celui de pousse-fesse, afin de faire pénétrer 4 ou 5 voyageurs de plus à chaque porte afin d'atteindre le maximum de remplissage, de l'ordre de plus de 4 personnes au mètre carré !



© RATP - nd

11108 - 30/08/1944

Station de Belleville transformée en abri anti-aérien

Sauf en 1^{ère} classe maintenue malgré tout ! On a atteint le milliard de voyageurs en 1941 !

Autre conséquence de la guerre, des stations avaient été transformées en abris en cas de bombardement ce qui fait que le métro était interrompu pendant les alertes.

J'étais syndiqué à la CGTU dans le bâtiment depuis 1929, âgé alors de 16 ans et j'avais pris ma carte en 1936 au métro, mais j'y étais peu connu ayant été malade, puis prisonnier. Je n'ai donc pas eu de mal à suivre les consignes de la CGT clandestine qui était de militer dans les syndicats légaux de Vichy et de former en

même temps des comités populaires à direction clandestine. J'habitais alors le XX^e, boulevard Davout, près de la porte de Montreuil et j'y suis resté jusqu'en 1945. Porte de Montreuil, ce n'était déjà plus le terminus de la ligne qui avait été prolongée à la mairie de Montreuil le 14 octobre 1937.

Quand j'ai eu ma carte, on m'a demandé de recruter car personne ne voulait aller au syndicat vichyste. Dans mon atelier, sur 50, j'en ai syndiqué 12, après quoi on m'a nommé au conseil d'administration du syndicat. Il restait des réticents, comme ce vieux camarade qui m'a dit « *jamais dans ce syndicat là* » mais la signature des accords du Perreux sur la réunification syndicale, popularisée aussitôt, a permis un développement

C'est là que les premiers sabotages ont commencé en coupant le courant, en arrachant les barrettes de sécurité se trouvant près du bureau du chef surveillant sur chaque quai. Ce qui entraînait des interruptions du trafic jusqu'à ce que le courant soit rétabli, pratiqué aux heures d'embauche, pour freiner la production. La « boîte » a trouvé la réplique en supprimant purement et simplement cette sécurité.

Nous mettions en avant les revendications car il faut rappeler que nous crevions de faim à Paris. J'avais maigri de 15 kilos. Nous avons fait des délégations auprès de la direction pour réclamer la carte de travailleurs de force qui donnait droit à plus de viande et de beurre.

En novembre 1943, la CGT avait lancé un mot d'ordre de grève. Nous avons voulu l'appuyer en coupant le courant. Nous avons, par des ingénieurs résistants, les plans de passage des câbles haute tension desservant les sous-stations. On a creusé, en plein jour, un trou, placé des explosifs mais ça n'a pas marché. Nous n'avons jamais su si les explosifs étaient de mauvaise qualité ou si nos apprentis saboteurs avaient bien fait leur boulot !

Le 11 novembre, des dépôts de fleurs ont été fait sur les plaques de commémoration de la guerre de 14 dans les ateliers, avec minute de silence. A celui de Fontenay, la police alertée est intervenue mais lorsqu'elle est arrivée le chef de centre a affirmé qu'il ne se passait rien et les policiers sont repartis. »

« Le 10 août 1944, un cheminot avec lequel j'avais la liaison m'informe du début de la grève aux ateliers Charolais. Les comités populaires appellent aux débrayages dans les ateliers du métro. Un comité de grève est constitué le 13 et la grève effective le 16 août. Un millier de manifestants se rassemblent quai de la Rapée devant le siège de la direction qui accepte de recevoir une délégation de dix personnes. Celle-ci se présente au nom de la CGT et exige des bleus de travail, de la « bouffe » - notamment 3 kilos de haricots -, la carte travailleur de force et une avance de 3 000 francs par agent (un salaire d'ouvrier qualifié au métro étant alors de 12 à 13 000 francs par mois). Le PDG, M. Paul Martin accorde tout à l'exception des 3 000 francs qui relèvent du préfet de la Seine. Décision est prise sur le champ d'un rendez-vous à Saint Paul à 10 heures le 17 août pour se rendre à l'Hôtel de Ville.

Nous y étions au moins trois mille avec en tête trois jeunes filles vêtues d'un corsage bleu pour l'une, d'un blanc pour l'autre, d'un rouge pour la troisième. Le groupe s'avance rue de Rivoli au chant de *La Marseillaise*, croise un camion de soldats allemands qui ne bougent pas, stationne devant l'Hôtel de Ville tandis qu'une délégation de dix membres est reçue par plusieurs conseillers municipaux. Les 3 000 francs sont accordés et nous les avons effectivement touchés. A la question « *Vous reprenez le travail quand ?* », nous répondons : « *Quand Paris sera libéré* ».

Les organisations de résistance du métro vont prendre part à la Libération. Le 19

au matin, les 315 stations du métro et tous les dépôts sont occupés. Nous mettons à la disposition du colonel Rol le réseau téléphonique souterrain de la compagnie et ses deux standards Bastille et Denfert. Chaque station est devenue un poste d'écoute, les renseignements transmis au standard Bastille puis au PC de liaison.

Une tentative des Allemands d'utiliser le tunnel pour leurs déplacements est mise en échec par les milices patriotiques, fortes de 1 396 hommes. Chaque fois qu'un détachement ennemi est signalé, on coupe le courant d'éclairage du tunnel et on rétablit celui du rail de traction. La crainte d'être électrocuté aura raison rapidement de ces tentatives.

Les unités FFI du métro et des bus participeront activement aux combats, à la caserne du Prince Eugène (aujourd'hui : Caserne du colonel Vérines), place de la République et à la Chambre des Députés.

Ensuite il a fallu remettre tout le monde au boulot, ce qui se fit au métro dans les 48 heures suivant la libération de la capitale. Ce fut un peu plus long pour les bus qu'il fallut remettre en état après leur utilisation par l'occupant. »

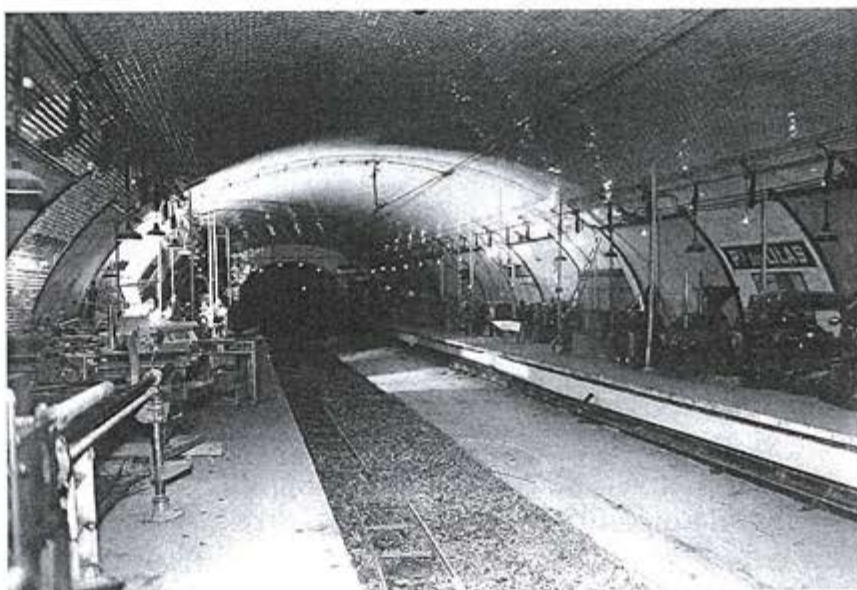
23 août 1944, en gare de Ménilmontant

Les patriotes parisiens harcèlent sans trêve l'ennemi. Au premier rang de leurs combattants sont les cheminots qui, par tous les moyens, lui portent des coups, empêchant ou retardant ses mouvements, aidant à la prise de ses armes, de son matériel, de ses troupes.

Pendant l'Occupation, la concurrence entre autobus, voitures automobiles particulières et métro, dans une situation de forte pénurie de carburant, entraîne une régression du trafic de tous les transports publics. Il n'y a pratiquement plus d'autobus dans Paris, seul le métro assure le transport des Parisiens.

Dans le métro, des mesures d'économie sont décidées : le réseau est réduit, des stations sont fermées et certaines rames sont ramenée de cinq à quatre voitures. Les alertes aériennes perturbent le fonctionnement car de nombreuses stations servent d'abri et le courant doit souvent être coupé.

Dans le XX^e arrondissement, la ligne 11 est entièrement fermée au public, car les troupes d'occupation ont installé une usine souterraine dans la partie la plus profonde de la ligne, sous la colline de Belleville.



© RATP - ND

11100 - 30/06/1944

DU NOUVEAU DANS LE XX^e :

LA TRAVERSE DE CHARONNE

Depuis le 27 novembre 2004, la traverse de Charonne est la première ligne de bus de quartier à Paris, après le *Montmartrobus* inauguré en 1983. Cette ligne de 6,7 km relie la place Gambetta à la rue de Lagny et comporte 26 points d'arrêt définis par les Conseils de quartier concernés et la RATP.



Elle a pour but de desservir des quartiers peu équipés en métro ou bus comme les secteurs Réunion ou Saint Blaise. Le parcours permet de desservir notamment de nombreux équipements publics (hôpitaux, Mairie, postes...) ainsi que des marchés. Les bus de petite taille peuvent circuler facilement dans les rues plus étroites et permettent de transporter 15 passagers dont 9 assis.



La ligne est exploitée tous les jours de 7h 30 à 20h 30 en semaine avec une fréquence de 12 minutes environ et le dimanche de 8h à 20h 30 toutes les 15 minutes.

Le financement est assuré à 40 % par la Ville de Paris et à 60 % par le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF). Après une période d'expérimentation, permettant de tester la pertinence du service et sa fréquentation, il est prévu de créer d'autres lignes, en 2005 dans les XIII^e et XIV^e arrondissements et en 2006 dans les XVIII^e et XIX^e.

La RATP s'est par ailleurs engagée à proposer à la Ville des microbus permettant de mieux répondre aux objectifs d'accessibilité et d'environnement.

Claude Smadja

BIBLIOGRAPHIE SUR LES TRANSPORTS PARISIENS

Ouvrages généraux sur les transports parisiens

- Collectif, *50 ans d'histoire à la RATP*, LAC 85, 1999.
Collectif, *Les transports urbains aux 19e et 20e siècles à Paris et en banlieue*, CNDP, 1980.
Collectif, *Le patrimoine de la RATP*, éd. Flohic, 1996.
Marc GAILLARD, *Du Madeleine-Bastille à Météor : histoire des transports parisiens*, Martelle-éditions, 1991.
Marc GAILLARD, *Histoire des transports parisiens : de Blaise Pascal à nos jours*, Horvath, 1987.
Noëlle GÉRÔME, Michel MARGAIRAZ (dir.), *Métro, dépôts, réseaux. Territoires et personnels des transports parisiens au XXe siècle*, Publications de la Sorbonne, 2002.
D. LARROQUE, M. MARGAIRAZ, P. ZEMBRI, *Paris et ses transports XIXe-XXe siècles. Deux siècles de décisions pour la ville et sa région*, éd. Recherches/AHICF, 2002.
Michel MARGAIRAZ, *Histoire de la RATP, la singulière aventure des transports parisiens*, éd. Albin Michel, 1989.
Henri ZUBER, *Guide des sources de l'histoire des transports publics urbains à Paris et en Ile-de-France XIXe-XXe siècles*, Publications de la Sorbonne, 1998.

Le métropolitain

- Armand BINDI, *Le métro de Paris, histoire d'hier à demain*, Rennes, éd. Ouest-France, 1990.
CARLIER, *Comment fut construit le métro*, CEL, 1950.
Pierre CHABARTIER, Philippe GUITTARD, *Métro de Paris*, Hachette, 1969.
Collectif, *Métro : un réseau au fil du temps*, RATP, 1991.
Collectif, *Métropolitain : l'autre dimension de la ville*, cahiers de l'exposition, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 1988 (dont G. JIGAUDON, « Les prolongement du métro en banlieue dans l'entre-deux guerres »).
Collectif, *Métropolitain*, catalogue de l'exposition de la BHVP, éd. Hôtel de Lamoignon, 1988.
Collectif, *Métro. Le Chemin de fer métropolitain de Paris*, les Ateliers ABC, 1931.
Michel DANSEL, *Paris-métro*, éd. Dauphin, 1975.
Nicolas DIDON, *Les premiers prolongements du métro en banlieue durant l'Entre-deux-guerres*, mémoire de l'Université Paris X-Nanterre, 1995.
Roger H. GUERRAND, *Mémoires du métro*, La Table ronde, 1960.
Sheila HALLSTED-BAUMERT (dir.), *Métro-cité, le chemin de fer métropolitain à la conquête de Paris (1871-1945)*, Paris-Musées, 1997.
Gaston JACOBS, *Le métro de Paris, un siècle de matériel roulant*, N° spécial *La Vie du rail*, 2001.
Clive LAMMING, *Métro insolite : promenades curieuses, lignes oubliées, stations fantômes, métros imaginaires, rames en tous genres*, éd. Parigramme, C^e parisienne du livre, 2001.
Clive LAMMING, *Paris Tram. L'histoire mouvementée du tramway parisien et des petits-trains en Île-de-France*, Paris, Parigramme, 2003.
Jean-Pierre RIGOUARD, *Le Métro de Paris*, Tome II : Les

- Lignes complémentaires*, éd. A. Sutton, 2003.
Jean ROBERT, *Notre Métro*, éd. AMTUIR, 1968.
Gérard ROLAND, *Les Stations de métro*, C. Bonneton, 1980.
Jean TRICOIRE (dir.), *Le métro de Paris, 1899-1911, images de la construction*, Paris-musées et RATP, 1999.
Jean TRICOIRE, *Un siècle de métro en 14 lignes*, éd. de La Vie du Rail, 1999.

Les autobus

- Collectif, *Bus : de l'omnibus à l'autobus*, RATP, 1991.
Jean TRICOIRE, *Le matériel bus, de Brillié-Schneider à l'Agora*, éditions RATP, 2001.
Jean TRICOIRE, *Le bus, un réseau dans la ville*, éditions RATP, 2002.
Dimitri VAN BOQUE, *L'autobus parisien 1905-1991*, éd. Alcine, 1991.

Trains, tramways et Petite Ceinture

- Karen BOWIE, Simon TEXIER (dir.), *Paris et ses chemins de fer*, Action artistique Ville de Paris, 2003.
Bruno CARRIÈRE, *La saga de la Petite Ceinture*, éd. La Vie du Rail, 1991.
Collectif, « Les lignes et les trams touristiques en France », in *Revue générale des chemins de fer*, n° 7 et 8, juillet-août 1992.
Collectif, *La Petite Ceinture de Paris*, Connaissance du rail, édit. de l'Ormet, 1991.
René RICOCH, *La Petite Ceinture*, bulletin de l'AHAV n° 16, 2000.
Jean-Pierre RIGOUARD, *La Petite Ceinture*, éd. Alan Sutton, 2002.
Jean ROBERT, *Les tramways parisiens*, éd. de l'auteur, 1958 (réédition 1992).

Romans, bandes dessinées et livres d'art

- Didier DAENINCKX, Jacques TARDI, *Le der des ders*, Casterman, 1997.
Annie GOETZINGER, Pierre CHRISTIN, *La voyageuse de la Petite Ceinture*, Dargaud, 1985.
Nathalie KAUFMANN, *Carnet de métro*, Belles Lettres, 1999.
J.P. ROBERT, *Promenades dans le Paris ancien, le XXe (tome 1)*, édit. Rotech, 1990.
Michel VOLKOVITCH, *Transports solitaires : voyage dans le métro de Paris et autres lieux*, M. Nadeau, 1998.
Émile ZOLA, *La Bête Humaine*, Folio.
Émile ZOLA, *La Débâcle*, Le Livre de Poche.

Conférence de Claude Lecomte sur la guerre d'Algérie



Je ne suis pas un historien. Je suis un journaliste, éventuellement passionné d'histoire. Comme journaliste, je suis un homme du quotidien, habitué à commenter l'événement en direct. Je suis aussi un témoin. Et comme tel faisant appel à une mémoire pour des faits remontant à cinquante ans. Je n'ai pas comme le dit la chanson la mémoire qui flanche mais comme pour tout un chacun, elle est sélective, partielle et donc partiale.

J'ai vécu ces sept années et demi de guerre non dans le XX^e, mais dans le XIX^e comme militant de la Jeunesse communiste qui s'appelait alors Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF). Avec une rue de Belleville qui fut souvent un lieu de rencontre avec mes camarades du XX^e et non une frontière. On ne compte pas les manifestations qui nous ont vu descendre ensemble cette rue de la place des Fêtes au métro Belleville pour y retrouver aussi nos amis des X^e et XI^e arrondissements.

Je vais donc égrener des souvenirs jalonnant ces années qui ont pesé si lourd pour la génération qui atteignait l'âge de vingt ans dans les années 1950.

Lorsque éclatent les premiers combats à Batna, dans le Constantinois, en Kabylie, je sais, pour avoir été soldat dans l'est algérien, que la situation risque d'être explosive, mais rien ne me permet de penser que nous entrons dans une guerre longue, ruineuse, coûtant de nombreuses vies humaines dans le peuple algérien en premier lieu mais aussi

dans l'armée française. La guerre d'Indochine vient de se terminer par les accords de Genève et il est permis d'espérer que le colonialisme va reculer après ce premier échec d'une tentative de reconquête.

Dès les premiers jours, nous protestons contre la répression et nous alertons sur le danger. L'hebdomadaire de la Jeunesse communiste, *l'Avant-Garde*, titre le 17 novembre 1954 «*Algérie SOS*» et écrit «*Assez de sang. Indépendance*» et publie une lettre de soldat témoignant «*C'est bien la guerre que l'on fait là-bas !*».

Nos compatriotes sont loin d'en être convaincus. Pour la grande majorité l'Algérie c'est alors trois départements français, Alger, Oran et Constantine, comme vient de le rappeler le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand. Il faut donc commencer par expliquer, convaincre et pour cela, nous allons nous plonger dans les textes de l'époque de la conquête. *L'Avant-Garde* nous en fournit chaque semaine tel celui de Bugeaud commandant «*Fumez-les à outrance comme des renards*». Le ministre de la guerre Girard déclare devant une commission d'enquête : «*Il faut se résigner à refouler au loin, à exterminer la population indigène. Le ravage, l'incendie, la ruine de l'agriculture sont peut être les seuls moyens d'établir solidement notre domination*».

Et malgré cela, la guerre continue, la conquête n'est pas une promenade militaire. Constantine résiste, repousse une attaque française et ne capitule qu'en 1837. Le futur maréchal de Saint-Arnaud, alors capitaine, écrit : «*Les Turcs se défendaient avec le courage du désespoir. Ce sont d'admirables soldats : la baïonnette n'en laissa pas un vivant. On ne faisait pas de prisonniers*». Et il poursuit en décrivant le pillage qui suit le massacre des soldats et des officiers «*chargés de tapis, de burnous, de grandes couvertures, de haïks... Tout était pillé, rien n'était respecté. Des soldats ont trouvé des coffres pleins d'argent. Il en est qui ont rapporté plusieurs mille francs en monnaie du pays*».

La lecture de ces textes commentés lors de

réunions dans le local de la rue Julien Lacroix ou celui de la rue Botzaris pour le 19^e nous amène à mettre en cause ce que l'on nous apprenait à l'école sur la France venue apporter la civilisation et la richesse à ce pays. On y découvre un pays où l'on cultive le blé en telles quantités que sous le Directoire, c'est l'Algérie qui nourrit la France, les soldats découvrent, étonnés, les vergers, les orangeries, les oliveries de la Mitidja. Un commandant de l'armée d'Afrique constate que « presque tous les hommes savent lire et compter » alors qu'en France, 40% de la population est analphabète !

Nous avons un peu l'impression de parler dans le désert tant sont fortes les idées dominantes. Même les réalités algériennes, une autre langue, d'autres mœurs, l'existence d'une douane à l'arrivée au port, n'ébranlent pas les convictions des soldats débarquant sur le sol algérien, renforcées par une propagande au sein même de l'armée par des services que l'on n'appelle pas encore psychologiques mais ça ne saurait tarder.

Les premiers mois de la guerre vont être consacrés à ces tentatives d'explication. Que l'on me comprenne ! Je ne prétends pas que nous ne pensions qu'à l'Algérie, la vie continuait, nous allions au bal, au cinéma, nous organisions des sorties collectives, camping à Fontainebleau, à Bleau comme nous disions alors, au château des métallos à Baillet, sur les bords de la Marne. Mais en vendant *L'Avant-Garde* le dimanche matin, l'Algérie était présente comme dans les premières manifestations, bien petites, il faut en convenir, mais qui faisaient se retourner les passants de la rue de Belleville, des marchés, écouter par les spectateurs du cinéma de quartier une prise de parole brève durant l'entracte.

Souvent le discours sur un marché le dimanche matin se terminait par l'intervention de la police et pour les malchanceux qui n'avaient pu s'échapper à temps par une journée passée au commissariat pendant que les copains allaient au cinéma.

Nous avons également le souci de faire connaître la réalité de la guerre. Par des témoignages de soldats, fournis souvent par nos camarades partis à l'armée et avec lesquels nous gardions un contact régulier,

leur adressant colis et mandats dans la mesure de nos moyens souvent faibles. Le journal publiait de tels témoignages comme dans ce numéro du 19 juin 1955 sous le titre « Un démobilisé témoigne. La vérité sur le contingent en Algérie » où il écrit que l'on « s'engage dans une aventure sans issue comme l'était celle d'Indochine, sans gloire et sans honneur ».

Le 21 juin 1955, jeunes des quartiers de l'est parisien, nous participons à un meeting 94 rue J.P.Timbaud, dans la Maison des métallurgistes CGT, sous le mot d'ordre « Pas de soldats du contingent en Algérie » alors que la presse signale que viennent de se dérouler là-bas « quinze jours de combats meurtriers ».

A l'automne 1955, le mouvement va se cristalliser autour des manifestations de soldats, disponibles, rappelés, maintenus par le gouvernement Edgar Faure. Ils reçoivent le soutien de plusieurs organisations de jeunesse dont la JOC, l'UJRF, les Scouts. La direction de la Jeunesse socialiste publie un communiqué protestant contre le rappel des disponibles mais s'en tiendra là en refusant toute action commune.

C'est l'époque de la manifestation des soldats à la gare de Lyon, à la caserne Richepanse de Rouen où ils sont soutenus par les dockers et métallos de Rouen. A Paris une manifestation de soutien se déroule et sur une photo parue à la Une de *L'Avant-Garde* on reconnaît le secrétaire de l'UJRF du XX^e, Lazard Gozman.

On organise des vins d'honneur pour les conscrits appelés à s'organiser en Amicales. C'est le cas à la TRT, une entreprise du XX^e, où 2 adhérents de l'UJRF invitent leurs camarades d'ateliers, conscrits également, à un vin d'honneur. Ils seront huit à répondre à l'appel et former une amicale. Il s'en créera 200 dans 85 départements avec l'objectif de rassembler à Paris une « rencontre nationale des conscrits et disponibles » qui sera interdite par le gouvernement.

On peut s'interroger sur la flambée de ce mouvement et sur son épuisement rapide. La colère avait été vive chez les soldats maintenus sous les drapeaux alors qu'ils devaient normalement être libérés au bout de 18 mois. Plus forte encore chez les rappelés

qui avaient repris une activité civile normale, beaucoup d'entre eux s'étaient mariés et se voyaient imposer un retour à l'armée. Les réactions furent violentes : refus de monter dans les trains, sonnette d'alarme bloquée obligeant le convoi à stationner sans cesse. Ces mouvements reçurent un appui populaire, comme en témoigne le film de Bertrand Tavernier sur Grenoble. L'habileté du gouvernement fut de ne pas prendre trop de sanctions, de laisser passer la vague mais il est probable que ce mouvement joua un rôle dans la décision de dissoudre l'Assemblée nationale et de procéder à de nouvelles élections.

Prévues pour le 2 janvier 1956, elles sont l'occasion d'une campagne électorale où va dominer le mot de paix en Algérie. Nous y participons avec enthousiasme, pensant que l'élection d'une nouvelle majorité va permettre le retour à la paix, la démobilisation rapide des soldats maintenus sous les armes. Le résultat semble correspondre à nos espoirs. Une majorité de gauche porte au pouvoir un gouvernement dirigé par le socialiste Guy Mollet. Cependant des motifs d'inquiétude persistent : sous la bannière du papetier de Saint-Céré, Pierre Pujade, qui se présente comme le défenseur des petits commerçants, un groupe d'extrême droite se forme au sein duquel apparaît déjà un certain Le Pen, partisan de l'Algérie française.

La formation du gouvernement et les premières déclarations de son chef manifestent un décalage de la campagne électorale. Guy Mollet avait alors qualifié la guerre « d'imbécile et sans issue ». Il déclare maintenant qu'il serait « malhonnête de promettre le retour immédiat dans la métropole des troupes qui sont actuellement en Afrique du Nord ». Nous nous préparons à participer à une semaine d'action pour la paix en Algérie du 19 au 26 février. Mais le 6 février, Guy Mollet capitule sous les tomates des colonialistes d'Alger. On distribue 3 000 tracts dans le XX^e en réplique à cette manifestation d'ultras. Et une délégation se rend à Matignon pour empêcher un jeune de Belleville, soutien de famille, de partir en Algérie.

Le gouvernement demande alors à l'Assemblée de lui voter des pouvoirs spéciaux, présentés comme moyen d'aller vers

la paix en mettant les ultras à la raison.

Je n'ai pas le souvenir que le vote des députés communistes de ces pouvoirs spéciaux aient suscité de grandes discussions dans nos organisations. Ce vote était sans doute une erreur puisqu'il est apparu à certains et d'abord aux Algériens comme un encouragement à la politique de répression. Je conserve personnellement un doute, persuadé que l'on nous aurait reproché un vote négatif en le présentant comme un obstacle à toute tentative de négociation. D'autant plus que durant ce temps, une délégation du Parti socialiste, conduite par Pierre Commin, secrétaire général adjoint de la SFIO, discutait à Rome avec des représentants du FLN. Ce fut là une des nombreuses occasions manquées d'arrêter la guerre.

Nous partageons ce qu'écrit *L'Avant-Garde* du 20 mars « le gouvernement vient d'obtenir des pouvoirs spéciaux pour faire la paix en Algérie » mais qui ajoute son opposition à l'envoi de nouveaux renforts en donnant comme solutions l'ouverture de négociations et l'arrêt de la répression. Notons pour l'Histoire que dès le 12 juin suivant, le Groupe communiste refusera de voter la confiance au gouvernement.

Le numéro du 3 avril 1956 raconte une soirée du cercle Paul Vaillant Couturier au local du 71 rue Julien Lacroix. On y fait le bilan de l'action des jeunes du quartier pour ce soldat soutien de famille, avec la signature d'une pétition par 350 foyers du quartier et portée en délégation à une élue de l'arrondissement, Madeleine Marzin.

En octobre, on note une délégation du XX^e à l'Assemblée nationale pour protester contre l'agression franco-britannique contre l'Égypte en réplique à la nationalisation du canal de Suez.

Voici qu'intervient un élément nouveau dans la lutte contre la guerre avec Alban Liehti. Ce jeune soldat écrit le 2 juillet une lettre au président de la République dans laquelle il se réfère au préambule de la Constitution pour refuser de prendre les armes contre un peuple « en lutte pour son indépendance ». Le 19 novembre 1956, il est condamné à 2 ans de prison par un tribunal militaire pour « refus d'obéissance ».

Nous aurons de longues discussions. Certains, et j'en fais partie, se demandent si

cette attitude n'est pas contradictoire avec le fait d'être présent partout où sont les autres jeunes, d'autant que nous connaissons le travail clandestin au sein de l'armée – mais j'y reviendrai. Hésitant au début, le mouvement va se développer. Successivement, plusieurs soldats vont suivre cet exemple. Certains, comme Serge Magnien, un jeune architecte, secrétaire de l'Union des étudiants communistes, vont tenter de faire approuver leur geste par leurs camarades. Au total une quarantaine de jeunes refuseront de porter les armes dans cette guerre subissant des condamnations par les tribunaux militaires. Parmi eux, deux jeunes du XX^e, Claude Voisin et Edgard Nehou, deux futurs habitants de notre arrondissement, Jean Vendart du XI^e et René Boyer du XV^e.

Jeune ouvrier métallurgiste, fils de déporté dans les camps hitlériens, appelé sous les drapeaux en novembre 1957, Claude Voisin apprend, le 5 mars 1958, son affectation en Algérie. Deux jours plus tard, il écrit au président de la République, M. René Coty :

« Je ne refuse pas d'accomplir mon service militaire, bien au contraire, je suis prêt à défendre ma patrie ; à cet effet, j'ai suivi le peloton des élèves gradés. C'est pour cela que ma conscience ne peut accepter de faire une guerre contraire aux intérêts de la France » Et il poursuit : *« La guerre d'Algérie creuse chaque jour un fossé toujours plus grand entre les peuples de France et d'Algérie ; et il m'est pénible de constater combien de victimes tombent chaque jour des deux côtés ; ainsi dans mon quartier, à Ménilmontant, plus de dix familles sont déjà endeuillées »*.

Il est arrêté, emmené de force en Algérie. Versé dans un commando, il refuse de porter un fusil mais accepte de se charger des médicaments. Pris dans une embuscade, il va chercher sous le feu un camarade blessé et demande que l'on n'interprète pas son geste comme un renoncement. Il répète devant le tribunal militaire d'Alger que son geste est humanitaire et qu'il en aurait fait autant pour un Algérien blessé. Il est condamné à deux ans de prison.

L'année 1957 et le début de 1958 vont être dominés par la dénonciation des tortures commises en Algérie. Quand on pense qu'il

faudra quarante ans pour qu'elles soient officiellement reconnues par le général Massu, revendiquées par le général Aussarès !

Régulièrement des lettres de soldats et de démobilisés sont publiées, quelquefois sanctionnées par la saisie du journal, que ce soit *L'Humanité* qui détient le record de saisies, *L'Express*, *Témoignage chrétien* ou *L'Avant-Garde*...

C'est le cas avec le dossier Jean Muller, du nom de ce scout, soldat tué en Algérie. On relève durant cette période des prises de contact entre organisations de la jeunesse communiste (qui a retrouvé ce nom en décembre 1956) et catholiques. On diffuse clandestinement le témoignage d'Henri Alleg, *La Question*, qui relate les tortures subies par lui-même et par Maurice Audin.

Une autre campagne nous sollicite. Ancien chef d'état-major de Rommel, le général Hans Speidel vient d'être nommé commandant des troupes européennes de l'OTAN dont le siège est à Fontainebleau. Trois jeunes du XX^e, fils de fusillés ou de morts en déportation, refusent de servir sous ses ordres. Il s'agit de Michel Martin, Maurice Turkieltaub et Henri Zanderman. Une campagne va être menée pour leur soutien. Elle aboutira le 23 avril 1958 par la sortie de prison de ceux qui avaient été arrêtés et leur affectation dans des unités ne dépendant pas du commandement de l'OTAN. Cette victoire a pu nous donner l'illusion qu'il était possible de gagner aussi pour la cause des soldats du refus de la guerre d'Algérie. C'était une illusion et l'avenir immédiat allait en montrer les limites.

Mai 1958 : coup de force à Alger. Massu fait appel à de Gaulle. Défendre la République devient le souci primordial auquel s'ajoute toujours le souci d'arrêter cette guerre qui nourrit les complots. Appel est lancé aux soldats pour qu'ils refusent d'obéir à leurs chefs. Ici, une délégation se rend à la caserne Mortier, distribue le tract, est reçue par un capitaine. Dans l'arrondissement se forme un comité de la jeunesse pour la défense de la République qui regroupe jeunes communistes, socialistes, jocistes, scouts.

Le 1^{er} juin, jour de l'investiture du général de Gaulle comme président du conseil, plusieurs manifestations se déroulent à Paris. L'une d'elles emprunte le boulevard de

Ménilmontant où elle est chargée par la police. Elle prend la rue de Belleville, redescend sur le boulevard de la Villette pour se disperser au métro Belleville.

En relisant les textes de cette époque, on peut trouver outrancières certaines affirmations. De Gaulle ne sera pas un dictateur ni un monarque. Il ne fera pas appel au comte de Paris pour lui rendre les clés du royaume. Mais demeure vrai aujourd'hui encore que sa constitution crée un régime de pouvoir personnel du chef de l'État. Et surtout, contrairement aux espérances de certains, il va continuer et amplifier la guerre durant plus de trois ans. Sa tentative d'arracher le Sahara et ses pétroles à la nation algérienne va prolonger la guerre d'une année. Nous allons mener campagne pour le non au référendum. Un appel commun est proposé aux jeunes catholiques, socialistes, radicaux avec lesquels existent « d'excellents rapports ». Mais qui n'iront pas plus loin en fonction des positions des organisations nationales socialistes et radicales qui se prononcent pour le « oui ». De son côté, la JC emmène une nouvelle délégation à la caserne Mortier pour exiger la possibilité de voter pour les soldats. On décide également d'écrire à ceux qui sont en Algérie.

Bien entendu, nous participons à la manifestation place de la République le 4 septembre 1958, contre la présentation par André Malraux du projet de constitution en brandissant des pancartes affichant un non. La répression est vive, de nombreux camarades sont blessés, arrêtés. Le référendum va triompher grâce aux illusions fortes sur ce que va faire de Gaulle et qui vont durer encore de longs mois.

La campagne pour les soldats emprisonnés se poursuit. *L'Avant-Garde* du 17 septembre 1958 publie des lettres au président de la République de Pierre Guyot, fils du dirigeant communiste Raymond Guyot, ajusteur chez Névé et duplicateurs métro dans le XX^e et d'Edgard Néhou, habitant de l'arrondissement. Le premier écrit « *un travailleur algérien est un frère* » et le second revendique que son « *acte va dans le sens de la fraternisation franco-algérienne* », à l'heure où l'on tente de nous faire croire à une « fraternisation » orchestrée par l'armée.

Le 26 novembre, c'est un article consacré à Claude Voisin, habitant du 58 de la rue de

Ménilmontant. Il vient d'être condamné à deux ans de prison et incarcéré à la prison de Nîmes.

Début 1959, le cercle Zalkinoff collecte chez les commerçants de la rue des Amandiers pour les soldats du quartier. Il récolte de quoi faire deux colis et d'envoyer quatre mandats accompagnés de lettres et de journaux dénonçant la poursuite de la guerre. Car la campagne pour la libération des soldats emprisonnés n'a jamais freiné l'activité clandestine en direction des soldats. Le Parti communiste édite alors des journaux clandestins, *Soldat de France* et ses dérivés, *Le Marin*, *Le Parachutiste*, *L'Aviateur* et *Secteur postal Algérie*, confectionné sur papier avion pour mieux le dissimuler dans l'emballage des colis. Il paraîtra durant toute la guerre à 5 millions d'exemplaires, appelant à l'action au sein de l'armée contre la guerre, contre les brigades, contre l'usage de la torture. En retour, les lettres reçues font état de l'intensification de la guerre, de l'afflux dans les hôpitaux de blessés, de malades (paludisme, dysenterie amibienne, troubles psychiques), confirmées par ceux qui rentrent « tristes, renfermés » comme ils se décrivent eux-mêmes. Un soldat écrit : « *On prend le bateau. Résignation. Et pourtant la majorité en a marre de l'armée et de cette guerre* ».

En avril, 25 conscrits réunis autour d'un vin d'honneur dans un café du boulevard Davout approuvent une motion réclamant la négociation, le retour aux 18 mois, la libération des soldats emprisonnés. En juin, un cercle organise une causerie-débat sur les trente mois de service et une séance de cinéma réunit trois cents conscrits. Là encore on vote des motions réclamant la paix par la négociation et le retour des soldats en France.

Les journées d'émeute à Alger en janvier 1960 entraînent une réplique immédiate. C'est la grève du lundi 1^{er} février à l'appel de la CGT, CFTC, FEN, FO, UNEF et des partis de gauche. Des comités antifascistes de la jeunesse se constituent dans des lycées comme Decour, Turgot, Voltaire et dans les quartiers comme rue Félix Terrier avec la JOC.

En juin, une déclaration de 53 mouvements de jeunesse « *Nous voulons que cesse la guerre* » est largement reproduite et distribuée dans les quartiers.

En octobre, une manifestation de la jeunesse, sur un appel de 210 noms, part de la porte des Lilas pour aboutir place Clichy. Elle appelle à la fin de la guerre. Sur les deux arrondissements, XIX^e et XX^e, trois appels totalisent 400 signatures pour une manifestation le 21 octobre.

Une intervention de Maurice Thorez va relancer un débat. Au cours d'une réunion à Paris, il salue le courage d'Alban Liechti et de ses camarades mais attire l'attention sur le danger « *d'isoler les meilleurs* ». Il rappelle la nécessité d'être là où sont les autres jeunes et d'y faire, à l'armée comme ailleurs son travail de militant. La discussion sur l'action à mener contre la guerre rebondit. D'autant que le 5 septembre 1960 a été publié le « Manifeste des 121 » qui se prononce pour le droit à l'insoumission. Les questions sont nombreuses. Après avoir encouragé le refus individuel, allons-nous laisser tomber ceux qui sont en prison ? Comment communiquer avec nos camarades soldats en Algérie surveillés par la sécurité militaire ? La nécessité d'un travail clandestin se confirme chaque fois.

Je respecte toutes les prises de position s'opposant à cette guerre. Je respecte ceux qui ont choisi l'insoumission ou la désertion. Je pense là aussi à un habitant aujourd'hui du XX^e, mon ami Claude Vinci, mais je continue de croire que ce n'était pas dans cette voie qu'était la solution du drame algérien. Il fallait convaincre la majorité des Français et donc aussi les soldats que cette guerre était perdue, que les occasions d'y mettre fin avaient été gaspillées et que la négociation avec le nouveau gouvernement provisoire de l'Algérie, le GPRA, était la seule solution.

Le 25 janvier 1961, *L'Avant-Garde* publie une lettre d'un démobilisé demeurant à Ménilmontant. Il écrit : « La première chose à faire sur cette terre africaine c'est de mettre le régime de colonisation en l'air ».

Des délégations sont constituées pour se rendre à Evian où les discussions avec le GPRA ont commencé. La jeunesse en fournit plusieurs contingents. En avril, c'est le putsch du « *quarteron de généraux en retraite* ». Nous multiplions les appels aux soldats : « *refusez d'obéir aux généraux factieux* » et cette fois, ils seront entendus, appuyés par la déclaration

du général de Gaulle à la radio, écoutée sur les transistors dans les cours de caserne en Algérie. Nous recevrons bientôt des lettres de soldats expliquant comment ils ont tenu leurs chefs en respect quand ils ne les ont pas mis carrément aux arrêts.

En mai, nouvelles délégations à Evian. L'une d'elles, composée de jeunes communistes, est reçue par Krim Belkacem. Des appels sont lancés pour une manifestation le jeudi 19 octobre 1961, notamment signés par des jeunes du XX^e. Un appel circule au lycée Voltaire. Après cette date, les manifestations s'enchaînent : On signale 20 000 jeunes au cœur de Paris criant « *Paix en Algérie. Halte à l'OAS* ». Et encore le 6, puis le 19 décembre, à la suite de laquelle les jeunes du MRP condamnent la répression policière comme le font les jeunes et les étudiants socialistes, comme au nom de l'UNEF, Tony Dreyfus, aujourd'hui maire du X^e.

Manifestations toujours le 6 janvier 1962 contre les attentats de l'OAS, en Algérie comme en France. Des comités anti-OAS se constituent organisent la surveillance des locaux démocratiques et des appartements des militants connus. La vague d'attentats indigne. Une indignation qui va culminer avec la photo de la petite Delphine Renard, grièvement atteinte par un attentat visant l'appartement voisin d'André Malraux. C'est le 8 février, la manifestation de protestation contre les crimes de l'OAS, contre la poursuite de la guerre qui nourrit le terrorisme. C'est le métro Charonne, la charge brutale au moment même de la dispersion prononcée par les militants syndicaux de la CGT et de la CFTC parisienne. 9 morts, des centaines de blessés. La réaction est immédiate, le soir même des tracts sont distribués, le lendemain au lycée Voltaire, 350 élèves manifestent à l'intérieur de l'établissement. Un appel à participer aux obsèques des victimes est signé de 27 organisations de jeunesse. En tête du cortège qui, de République monte au Père Lachaise, un groupe de jeunes entoure de gerbes blanches un portrait de Daniel Féry mort à 15 ans.

Le 19 mars 1962, le cessez le feu est enfin signé à Evian. Mais les attentats se poursuivent en Algérie. L'OAS mène la politique de la terre brûlée. Un attentat à Alger tue un jeune appelé, en blesse plusieurs.

Une délégation du XX^e se rend une fois encore à la caserne Mortier. Avec Claude Voisin, enfin libéré. Elle dépose des pétitions demandant le retour immédiat aux 18 mois de service et est reçue par un officier.

Le 1^{er} juillet 1962, l'indépendance de l'Algérie est proclamée.

Bien évidemment, un tel survol de près de huit années si denses ne peut être que fragmentaire. Il laisse certainement de côté des événements de la vie locale qui n'ont pas eu de retentissement national. Mais je voudrais dire combien ces années ont compté pour les gens de ma génération et des suivantes. La guerre d'Algérie nous a marqué profondément. Plus encore pour ceux qui y ont participé directement et qui, pour certains,

cherchent à se libérer en faisant aujourd'hui le récit de ce qu'ils ont tu si longtemps.

Espérons que ce retour sur le passé se traduise par un renforcement de l'amitié entre les peuples d'Algérie et de France. Lors de la visite d'État de François Mitterrand en Algérie en 1981, j'ai abandonné le cortège officiel pour aller dans la rue sur son passage. J'ai interrogé des Algérois en rappelant les terribles années de guerre. Tous m'ont dit que c'était le passé et qu'ils souhaitaient de bonnes relations entre les deux pays.

C'est sur cette note optimiste que je souhaite conclure ces souvenirs en souhaitant que les vôtres viennent compléter mes trous de mémoire.

Claude Lecomte

NOUS AVONS DÉJÀ PUBLIÉ

Cahiers de la Mémoire Vivante du XX^e

- N° 1 : Le groupe Manouchian (FTP-MOI). Des étrangers dans la Résistance ;
- N° 2 : La Résistance dans le XX^e arrondissement ;
- N° 3 : Les plaques du souvenir (1939-1945) dans le XX^e arrondissement ;
- N° 4 : La Libération dans le XX^e arrondissement.

Pour vous procurer un ou plusieurs numéros de la revue, envoyez un chèque à l'ordre de « Association Mémoire vivante du 20^e », à l'adresse suivante :

Françoise Berger,
Association Mémoire vivante du XX^e
24 rue de la Justice - 75020 Paris

Tarifs

N° 1, 2 et 4 : 5 euros ;

N° 3 : 8 euros (numéro double tout en couleurs)

Frais d'envoi : forfait de 2 euros (de 1 à 4 exemplaires).

Soit 25 euros si vous commandez les 4 numéros déjà parus.



PRÉSENTATION DE NOTRE ASSOCIATION

Tout être humain a une histoire qui a façonné sa personnalité. Connaître ses racines et les conditions de son enfance, savoir comment et dans quelles circonstances elle s'est déroulée : tout cela est nécessaire pour maîtriser son identité et mieux vivre au présent. Ce qui est vrai pour toute personne l'est également pour tout groupe humain: tributaire d'une histoire commune qui ne peut être occultée, il se doit de la transmettre aux générations les plus jeunes. Ainsi, il existe un devoir de mémoire auquel il n'est pas possible de se soustraire.

Ceci est particulièrement vrai pour le XX^e arrondissement de Paris, un des hauts lieux de l'histoire de la capitale, en particulier dans le cas des années 1930 au début des années 1950. De la crise économique qui, touchant la France à partir de 1931, entraîne - déjà - des centaines de milliers de chômeurs, aux premières années de la Guerre Froide, multiples furent les luttes politiques et sociales auxquelles fut mêlée la population du XX^e arrondissement ! Elle vit la montée de l'extrême-droite et la riposte antifasciste à partir de 1934, puis les espoirs et les premières réalisations du Front populaire, très vite brisés par la Guerre d'Espagne et l'expansion hitlérienne en Europe. Viennent ensuite le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'effondrement de la III^e République et l'avènement de Vichy, la résistance, ô combien difficile, puis les débuts de la reconstruction de la France: comme on peut encore le constater aujourd'hui, ces deux décennies ont fortement marqué notre pays et le XX^e arrondissement y a pris sa part, toute sa part.

Pourtant, cette histoire reste encore mal connue aujourd'hui. Aussi il devient urgent de l'entreprendre à travers des recherches multiples et en interrogeant ceux qui en furent les acteurs. C'est pourquoi s'est créée l'Association « Mémoire Vivante du XX^e arrondissement ». « Mémoire Vivante » se donne pour objet de recueillir, rassembler, transmettre et diffuser tout ce qui concerne l'histoire et la mémoire du XX^e arrondissement, plus particulièrement pour les années 1930-1950. Aussi l'association entend favoriser toutes les formes de manifestations et de publications conformes à son objet ainsi que de coordonner les travaux qui s'y rapportent.

Ce cinquième numéro des *Cahiers de la Mémoire Vivante du XX^e*, consacré aux transports dans le vingtième arrondissement, permet la diffusion de nos recherches et de nos diverses initiatives. « Mémoire Vivante du XX^e arrondissement » entend associer le plus largement possible les témoins de cette histoire et la population du XX^e arrondissement à ses projets.

Si vous êtes intéressé par cette démarche, venez nous rencontrer lors d'une prochaine conférence (annoncée dans la *Gazette du XX^e*) ou renseignez-vous sur notre site internet : <http://memoire.vivante20.free.fr>

Michel DREYFUS, président de l'association Mémoire vivante du XX^e

Mémoire vivante du XX^e arrondissement

1-3, rue Frederick Lemaître 75020 Paris
courriel : memoire.vivante20@free.fr

HISTOIRE DES TRANSPORTS DANS LE XX^e ARRONDISSEMENT

Sommaire

•Éditorial	1
•Le message de Michel Charzat	2
•Le funiculaire de Belleville	3
•La saga de la petite ceinture dans le XX ^e arrondissement	5
•L'incendie du métro couronnes (1903)	9
•Omnibus à chevaux	11
•Petite histoire du métropolitain dans le XX ^e arrondissement	12
•Les chansons du métro	18
•Raoul Dubois	20
•Le réseau des autobus dans le XX ^e arrondissement	21
•Le prolongement des lignes du métropolitain hors de Paris	25
•Le dépôt de Lagny	29
•Raymond Arnoult, bottier à Belleville, a pris le funiculaire...	32
•Les stations de métro du XX ^e arrondissement et leur architecture	33
•Souvenirs métropolitains : de l'occupation et de la libération	36
•Du nouveau dans le XX ^e : la traverse de Charonne	39
•Bibliographie sur les transports parisiens	40
<i>Vie de l'association</i>	
•Conférence de Claude Lecomte sur la Guerre d'Algérie	41
•Nous avons déjà publié...	47
•Présentation de notre association	48